

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29013]

**10 DECEMBRE 2015. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'enseignement spécialisé, aux Bâtiments scolaires, à l'Enfance, à la Culture, à l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à l'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à l'Enseignement spécialisé**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 44<sup>quater</sup> du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé les mots « et suivantes » sont ajoutés après les mots « 2015-2016 ».

**Art. 2.** Dans l'article 97<sup>bis</sup> du même décret, les mots « et suivantes » sont ajoutés après les mots « 2015-2016 ».

**TITRE II. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires**

**Art. 3.** Dans le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, après le deuxième alinéa, il est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit :

« A la dotation prévue au premier alinéa il est ajouté un montant de :

- Euro 6.000.000 en 2016;

- Euro 3.333.000 à partir de 2017. ».

**Art. 4.** A l'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 15 décembre 2010, il est ajouté un 6<sup>o</sup>, un 7<sup>o</sup> et un 8<sup>o</sup>, libellés comme suit :

« 6<sup>o</sup> en 2016, une dotation exceptionnelle de 4.378.000 Euros afin de financer 100% des projets visant à renforcer rapidement la capacité d'accueil par extension ou reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante dans des zones où l'offre scolaire est insuffisante au regard de l'évolution de la population scolaire de la zone;

7<sup>o</sup> une dotation exceptionnelle en vue de financer des projets de constructions scolaires et de rénovation dans les établissements scolaires organisés par la Communauté française : en 2016 d'un montant de 6.312.000 euros et en 2017 d'un montant de 100.188.000 euros;

8<sup>o</sup> une dotation exceptionnelle :

- de 2018 à 2019 d'un montant de 13.333.000 euros;

- de 2020 à 2031 d'un montant de 3.560.350 euros;

- en 2032 d'un montant de 1.816.800 euros. ».

**Art. 5.** L'article 6<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par ce qui suit :

« - 4.792.500 euros de 2020 à 2039. ».

**Art. 6.** Le paragraphe 2 de l'article 6<sup>bis</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Nonobstant la majoration prévue au § 1<sup>er</sup>, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3<sup>o</sup>, est également majorée annuellement d'un montant de :

- 2.016.000 euros de 2011 à 2017;

- 2.016.000 euros de 2014 à 2017;

- 2.016.000 euros de 2015 à 2017. ».

**Art. 7.** Le paragraphe 3 de l'article 6<sup>bis</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Nonobstant la majoration prévue au §§ 1<sup>er</sup> et 2, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3<sup>o</sup>, est également majorée annuellement d'un montant de 4.000.000 euro de 2011 à 2017. ».

**Art. 8.** Le paragraphe 4 de l'article 6<sup>bis</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Nonobstant la majoration prévue au §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3<sup>o</sup>, est également majorée annuellement d'un montant de 2.785.000 euro de 2012 à 2017. ».

**Art. 9.** A l'article 7, § 2, du même décret, un point 6<sup>o</sup> est ajouté :

« 6<sup>o</sup> en 2016, une dotation exceptionnelle de 7.935.000 Euros. ».

**Art. 10.** A l'article 7, § 4, du même décret, un point 3<sup>o</sup> est ajouté :

« 3<sup>o</sup> de 100% des projets visant à renforcer rapidement la capacité d'accueil par extension ou reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante dans des zones où l'offre scolaire est insuffisante au regard de l'évolution de la population scolaire de la zone à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 7, § 2, 6<sup>o</sup>. ».

**Art. 11.** A l'article 9, § 2, du même décret, un point 5<sup>o</sup> libellé est ajouté :

« 5<sup>o</sup> en 2016, une dotation exceptionnelle de 7.687.000 Euros. ».

**Art. 12.** A l'article 9, § 4, du même décret, un point 5° est ajouté :

« 5° le paiement des subventions à 100% des projets de l'enseignement libre subventionné visant à renforcer rapidement la capacité d'accueil par extension ou reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante dans des zones où l'offre scolaire est insuffisante au regard de l'évolution de la population scolaire de la zone à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 9, § 2, 5°. ».

### TITRE III. — *Dispositions relatives à l'Enfance*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française*

**Art. 13.** A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « 31 décembre 2015 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2016 ».

**Art. 14.** A l'article 19 du même décret, les mots « de cinq ans » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2016 ».

#### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux adaptations liées aux différences annuelles d'indice*

**Art. 15.** Les adaptations liées aux différences annuelles d'indice reprises aux réglementations, dont la liste suit, ne sont pas applicables à l'ONE pour l'année 2016 :

1° article 35 de l'arrêté du 14 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret de 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de la maltraitance;

2° article 22 de l'arrêté du 17 mars 2004 du Gouvernement de la Communauté française déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances;

3° articles 11 et 26/4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié par l'arrêté du 14 mai 2009 et l'arrêté du 17 décembre 2014;

4° article 39 de l'arrêté du 30 avril 2009 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;

5° article 7 de l'arrêté du 13 juin 2002 du Gouvernement de la Communauté française relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

### TITRE IV. — *Dispositions relatives à la Culture*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 16.** Toute décision, ou mesure prise à l'égard d'un opérateur en terme de reconnaissance, de changement de catégorie, d'octroi automatique ou non de moyens supplémentaires en application du :

1° décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;

2° décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, doit être réalisée dans les limites des crédits fixés dans le décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2016.

**Art. 17.** En ce qui concerne les subventions non réglementaires des secteurs régis par les décrets suivants :

1° décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;

2° décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène;

3° décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;

4° décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique;

5° décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

6° décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

7° décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels;

8° décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques,

pour l'année civile 2016, les montants des conventions et contrats-programmes sont identiques aux montants octroyés en 2015.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux musées et autres institutions muséales reconnues en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales*

**Art. 18.** A l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, les termes « pour l'année civile 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 ».

**Art. 19.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même arrêté, les termes « pour l'année civile 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 ».

**Art. 20.** A l'article 13, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les termes « pour l'année civile 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

**Art. 21.** A l'article 35, alinéa 2, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les termes « en 2015 », sont remplacés par les termes « en 2015 et en 2016 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique*

**Art. 22.** A l'article 4, alinéa 2, du décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, les termes « pour l'année 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année 2015 et pour l'année 2016 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives au développement des pratiques de lecture*

*Section I<sup>re</sup>.* — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

**Art. 23.** A l'article 21, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les termes « pour l'année 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année 2015 et pour l'année 2016 ».

*Section II.* — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

**Art. 24.** A l'article 44, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les termes « Pour l'année 2015 » sont remplacés par les termes « Pour l'année 2015 et pour l'année 2016 ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité.*

**Art. 25.** A l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de Centres d'expression de créativité et des Centres d'expression et de créativité, les mots « de 7 ans » sont remplacés par « de 8 ans ».

**Art. 26.** A l'article 49, alinéa 2, du même décret, les mots « et en 2015 » sont remplacés par les mots « , 2015 et en 2016 ».

**Art. 27.** Au chapitre VIII du même décret, il est inséré un article 51/1 libellé comme suit :

« Art. 51/1. Par dérogation à l'article 4, § 3, la reconnaissance des associations ayant introduit leur demande au plus tard le 9 juin 2014 produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2015. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres Culturels*

**Art. 28.** A l'article 106, § 4, du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres Culturels, les termes « pour l'année civile 2015 » sont remplacés par les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques*

**Art. 29.** A l'article 8, alinéa 2, du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, les termes « en 2015 » sont remplacés par les termes « en 2015 et en 2016 ».

TITRE V. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur et à l'Enseignement universitaire*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 30.** A l'article 12, § 2, alinéa 21, les mots « et 2015-16 » sont remplacés par les mots « , 2015-16 et 2016-17 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 31.** À l'article 39, § 4bis, les mots « et 2015-16 » sont remplacés par les mots « , 2015-16 et 2016-17 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études*

**Art. 32.** L'article 13 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 5 du présent décret, pour l'année académique 2015-2016, les étudiants ayant entamé leurs cursus selon les dispositions antérieures au décret du 7 novembre 2013 précité, sont réputés finançables s'ils remplissent les conditions de finançabilité fixées par les dispositions antérieures au même décret. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 modifiant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

**Art. 33.** A l'article 110/4, § 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, inséré par le décret du 9 juillet relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 2 est abrogé;

2° A l'alinéa 3, les mots « au plus tard le 10 juillet » sont remplacés par les mots « au plus tard le 13 septembre »;

3° L'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 34.** L'article 150, § 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année académique 2015-2016, le présent paragraphe s'applique aux étudiants régulièrement inscrits dans les 60 premiers crédits du premier cycle en sciences médicales et dentaires. »

#### TITRE VI. — Dispositions relatives à l'Enseignement de promotion sociale

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Actualisation des montants des droits d'inscription pour l'année scolaire 2016-2017

**Art. 35.** L'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé comme suit :

« Ce droit d'inscription se calcule comme suit :

1. une partie fixe se montant, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015, à 25 euros;

2. une partie calculée en fonction du nombre de périodes de 50 minutes sur laquelle porte l'inscription :

a) dans l'enseignement secondaire de promotion sociale :

- à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015 : 0,22 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 800<sup>ème</sup> période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

b) dans l'enseignement supérieur de promotion sociale :

- à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015 : 0,35 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 800<sup>ème</sup> période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu. ».

**Art. 36.** L'alinéa 7 du paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016, les montants fixés à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sont liés à l'indice des prix à la consommation. Ils sont adaptés annuellement en fonction de l'évolution de cet indice tel qu'il est fixé dans le courant du mois de janvier de la même année civile, pour autant que l'indice des prix à la consommation de l'année N+1 soit supérieur à l'indice des prix à la consommation de l'année N.

Les montants de la partie fixe et du tarif par période dans l'enseignement de promotion sociale sont liés à l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

$$DI(2015+N) = \frac{DI(2015) \times \text{Indice des prix à la consommation}(2015+N)}{\text{Indice des prix à la consommation}(2015)} \text{ ».}$$

##### CHAPITRE II. — Organisation du module de formation à la pédagogie de l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale à destination des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur et des porteurs d'un diplôme de niveau universitaire complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou le certificat de cours normaux techniques moyens

**Art. 37.** Pour l'application des articles 36 et suivants, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Dossier de référence : dossier tel que défini à l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale;

2<sup>o</sup> Etablissement d'enseignement de promotion sociale : établissement disposant d'une habilitation à organiser le Certificat d'Aptitudes Pédagogiques (CAP) et le Certificat d'Aptitudes Pédagogiques Approprié à l'Enseignement Supérieur (CAPAES);

3<sup>o</sup> Module : module tel que défini à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

4<sup>o</sup> Unité d'enseignement : unité telle que définie à l'article 5bis, 9<sup>o</sup>, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Un module visant l'acquisition des compétences relevant des dispositions générales applicables en matière de pédagogie relative à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale pour le membre du personnel visé par les fonctions de recrutement dans l'enseignement de promotion sociale organisé et subventionné par la Communauté française est organisé.

§ 2. Le module vise l'acquisition, par le membre du personnel visé à l'article 37, § 2, des compétences relevant des dispositions générales applicables en matière de pédagogie relative à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale.

§ 3. Le module comprend deux unités d'enseignement :

1<sup>o</sup> une unité d'enseignement consacrée à l'approche psychosociale des adultes en formation;

2<sup>o</sup> une unité d'enseignement consacrée à l'approche pédagogique des adultes en formation.

§ 4. Le module compte 60 heures réparties de la manière suivante :

- 20 heures consacrées à l'unité d'enseignement « Approche psychosociale des adultes en formation »;

- 40 heures consacrées à l'unité d'enseignement « Approche pédagogique des adultes en formation ».

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Le module est organisé par l'Enseignement de promotion sociale sur la base des dossiers de référence des unités d'enseignement visées à l'article 36, § 3.

Le Gouvernement lance annuellement un appel aux candidats.

§ 2. Nul ne peut s'inscrire au module si, à la date d'introduction de sa demande de participation, il ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées ci-dessous :

1<sup>o</sup> être porteur du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme de niveau universitaire complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) ou le certificat de cours normaux techniques moyens (CNTM);

2° être porteur du titre requis pour la fonction de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale analogue à la fonction correspondante du niveau secondaire inférieur de promotion sociale.

§ 3. Ont accès par priorité au module, les membres du personnel visés au § 2, qui sont désignés ou engagés à titre temporaire ou nommés ou engagés à titre définitif, dans une fonction au niveau de l'enseignement secondaire inférieur.

**Art. 40.** Les unités d'enseignement visées à l'article 36, § 3, sont organisées par des établissements de l'Enseignement de promotion sociale visés à l'article 35, 2°.

**Art. 41.** Un membre du personnel exerçant ses fonctions auprès d'un des établissements d'enseignement de promotion sociale ne peut être certifié par ce même établissement d'enseignement de promotion sociale.

**Art. 42.** Les membres du personnel participant au module sont considérés comme en activité de service.

**Art. 43.** Chacune des unités d'enseignement du module se clôture par une épreuve sanctionnée par une attestation de réussite. Les candidats ayant suivi les deux unités d'enseignement du module reçoivent une attestation de fréquentation pour chacune de ces unités d'enseignement.

Les candidats fournissant une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée de chacune des unités d'enseignement du module sont admis à présenter l'épreuve qui sanctionne chacune des unités d'enseignement du module.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. L'unité d'enseignement « Approche psychosociale des adultes en formation » est sanctionnée par l'épreuve suivante :

1° rédiger, au départ d'un portfolio, une analyse réflexive centrée sur une problématique relevant du domaine psychosocial des adultes en formation;

2° défendre oralement cette analyse en mettant en évidence la capacité :

- à identifier les changements amenés dans l'identité professionnelle par rapport à des aptitudes et compétences de chargé de cours;

- à proposer des actions susceptibles d'être mises en œuvre dans les classes.

§ 2. L'unité d'enseignement « Approche pédagogique des adultes en formation » est sanctionnée par l'épreuve suivante :

1° rédiger, au départ d'un portfolio, une analyse réflexive centrée sur l'impact des dispositifs d'enseignement et d'évaluation que le candidat aura conçus et qui sont propres à la discipline enseignée ou à enseigner;

2° défendre oralement cette analyse en mettant en évidence la capacité :

- à identifier les changements amenés dans l'identité professionnelle par rapport à des aptitudes et compétences de chargé de cours;

- à proposer des actions pédagogiques susceptibles d'être mises en œuvre dans l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 45.** Pour tout ce qui concerne l'admission, le suivi et la sanction des unités d'enseignement visées à l'article 36, § 3, il est renvoyé pour le surplus aux dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2015 du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long.

**Art. 46.** Le Service général de l'Inspection et les services de vérification, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés du contrôle de la mise en œuvre des unités d'enseignement, dans le respect des dispositions du présent décret.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les conditions d'accès à la valorisation barémique telle que prévue à l'article 50 du décret réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement établit la liste des fonctions de l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale donnant accès au barème 501 aux porteurs d'un master en rapport avec la fonction exercée.

#### TITRE VII. — *Infrastructures hospitalières*

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Sont abrogés, pour les hôpitaux universitaires, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les articles 63, 64, 65 al. 1<sup>er</sup> et 106, de la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.

Sont également abrogés, pour les hôpitaux universitaires, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

1° les articles 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° a) et c), 9, 11, 24 à 29bis et 31 de l'arrêté royal du 15 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux;

2° l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 1994 déterminant les règles de répartition des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage des hôpitaux universitaires;

4° l'arrêté royal du 4 mai 1999 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les hôpitaux pour les autorités compétentes en matière de politique de santé sur base des articles 128, 130 et 135 de la Constitution;

5° l'arrêté ministériel du 3 novembre 1969 déterminant les règles relatives à l'intervention financière de l'Etat dans la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

6° l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1978 modifiant les arrêtés ministériels des 1<sup>er</sup> juillet 1971 et 8 novembre 1973 fixant les coûts maxima par lit à prendre en considération en application de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

7° l'arrêté ministériel du 11 mai 2007 fixant le coût maximal pouvant être pris en considération pour l'octroi des subventions pour la construction de nouveaux bâtiments, les travaux d'extension et de reconditionnement d'un hôpital ou d'un service.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les articles 63 et 64 de la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, et les arrêtés d'exécution qui en découlent restent d'application, sans modifications :

1° aux investissements ayant fait l'objet d'un premier amortissement au plus tard le 31 décembre 2015, conformément à l'article 47/9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989;

2° aux investissements relatifs aux nouvelles constructions ou aux travaux de reconditionnement prioritaires subsidiés par les communautés prévus dans le calendrier de construction prévu par le protocole d'accord conclu dans le cadre de la conférence interministérielle Santé publique du 19 juin 2016, conformément à l'article 47/9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989;

3° aux investissements relatifs aux travaux de reconditionnement non prioritaires, pour autant que les investissements soient conformes aux règles fédérales en vigueur au 31 décembre 2015 et aient été entamés avant le 31 décembre 2015, conformément à l'article 47/9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989.

#### TITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 49.** L'article 27 produit son effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances  
Mme I. SIMONIS

—  
Note

(1) *Session 2015-2016.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 209-1. — Avis des commissions, n° 209-2 à 209-5. — Amendements de commission, n° 209-6; — Rapport, n° 209-7.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 9 décembre 2015.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29013]

**10 DECEMBER 2015. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake gespecialiseerd onderwijs, schoolgebouwen, kind, cultuur, hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — *Bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 44<sup>quater</sup> van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de woorden "en volgende" toegevoegd na de woorden "2015 – 2016".

**Art. 2.** In artikel 97<sup>bis</sup> van hetzelfde decreet worden de woorden "en volgende" toegevoegd na de woorden "2015-2016".

#### TITEL II. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

**Art. 3.** In het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In artikel 7, § 1, na het tweede lid, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Aan de dotatie vermeld bij het eerste lid wordt een bedrag toegevoegd van :

- in 2016 een bedrag van 6.000.000 euro;

- vanaf 2017 een bedrag van 3.333.000 euro."

**Art. 4.** In artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld bij het decreet van 15 december 2010, worden de punten 6°, 7°, en 8° toegevoegd, luidend als volgt :

“6° ten belope van 100 %, van de projecten voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur in de zones waar het schoolaanbod ontoereikend is ten opzichte van de evolutie van de schoolbevolking van de zone;

7° een uitzonderlijke dotatie voor de financiering van projecten voor nieuwe schoolgebouwen en verbouwingswerken van schoolinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap : in 2016 een bedrag van 6.312.000 euro en in 2017 een bedrag van 100.188.000 euro;

8° een uitzonderlijke dotatie :

- van 2018 tot 2019 voor een bedrag van 13.333.000 euro;

- van 2020 tot 2031 voor een bedrag van 3.560.350 euro;

- in 2032 voor een bedrag van 1.816.800 euro.”.

**Art. 5.** Artikel 6*bis*, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met hetgeen volgt :

“- 4.792.500 euro van 2020 tot 2039.”.

**Art. 6.** Paragraaf 2 van artikel 6*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 2. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in paragraaf 1, wordt de dotatie bedoeld bij artikel 5, § 2, 3° ook jaarlijks vermeerderd met :

- Euro 2.016.000 van 2011 tot 2017

- Euro 2.016.000 van 2014 tot 2017

- Euro 2.016.000 van 2015 tot 2017.”.

**Art. 7.** Paragraaf 3 van artikel 6*bis* van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

“§ 3. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld bij de paragrafen 1 en 2 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 5, § 2, 3° ook jaarlijks vermeerderd met een bedrag van 4.000.000 euro van 2011 tot 2017.”.

**Art. 8.** Paragraaf 4 van artikel 6*bis* van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

“§ 4. Niettegenstaande de vermeerderingen bedoeld bij de paragrafen 1, 2 en 3 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 5, § 2, 3° ook jaarlijks vermeerderd met een bedrag van 2.785.000 euro van 2012 tot 2017.”.

**Art. 9.** In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, wordt een punt 6° toegevoegd :

“6° in 2016, een uitzonderlijke dotatie van 7.935.000 euro.”.

**Art. 10.** In artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet, wordt een punt 3° toegevoegd :

“3° van 100 %, van de projecten voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur in de zones waar het schoolaanbod ontoereikend is ten opzichte van de evolutie van de schoolbevolking van de zone ten belope van de uitzonderlijke dotatie bedoeld bij artikel 7, § 2, 6°.”.

**Art. 11.** In artikel 9, § 2, van hetzelfde decreet, wordt een punt 5° toegevoegd, luidend als volgt :

“5° in 2016, een uitzonderlijke dotatie van 7.687.000 euro.”.

**Art. 12.** In artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet, wordt een punt 5° toegevoegd :

“5° de betaling van 100 %, van de projecten van het gesubsidieerd vrij onderwijs voor de snelle versteviging van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur in de zones waar het schoolaanbod ontoereikend is ten opzichte van de evolutie van de schoolbevolking van de zone ten belope van de uitzonderlijke dotatie bedoeld bij artikel 9, § 2, 5°.”.

### TITEL III. — *Bepalingen betreffende het Kind*

#### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap*

**Art. 13.** In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de woorden “31 december 2015” vervangen door de woorden “31 december 2016”.

**Art. 14.** In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden “met vijf jaar” vervangen door de woorden “tot 31 december 2016”.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de aanpassingen die gepaard gaan met de jaarlijkse verschillen inzake indexcijfer*

**Art. 15.** De aanpassingen die gepaard gaan met de jaarlijkse verschillen inzake indexcijfer opgenomen in de reglementeringen, waarvan de lijst hierna volgt, zijn niet van toepassing op de ONE voor het jaar 2016 :

1° artikel 35 van het besluit van 14 juni 2004 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van de teams SOS Kinderen met toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen;

2° artikel 22 van het besluit van 17 maart 2004 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra;

3° de artikelen 11 en 26/4 van het besluit van 3 december 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd bij het besluit van 14 mei 2009 en het besluit van 17 december 2014;

4° artikel 39 van het besluit van 30 april 2009 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind;

5° artikel 7 van het besluit van 13 juni 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de subsidies toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, en aan de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, met toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit.

TITEL IV. — *Bepalingen inzake Cultuur*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 16.** Enige beslissing, of maatregel genomen ten opzichte van een operator inzake erkenning, categorieverandering, al dan niet automatische toekenning van bijkomende middelen met toepassing van :

1° het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

2° het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

moet binnen de perken van de kredieten bepaald in het decreet dat de uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2016 bevat, verricht worden.

**Art. 17.** Wat betreft de niet-reglementaire subsidies van de sectoren die onder de toepassing van de volgende decreten vallen :

1° het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

2° het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

3° het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

4° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

5° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

6° het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

7° het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra;

8° het decreet van 3 april 2014 betreffende de plastische kunsten,

voor het burgerlijk jaar 2016 worden de bedragen van de overeenkomsten en programmaovereenkomsten die ze toegekend worden, gelijk aan de bedragen die in 2015 toegekend werden.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de musea en andere museale instellingen erkend krachtens het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen*

**Art. 18.** In artikel 8, vierde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, worden de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015" vervangen door de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016".

**Art. 19.** In artikel 11, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015" vervangen door de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016".

**Art. 20.** In artikel 13, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015" vervangen door de woorden "voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016".

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen houdende wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten*

**Art. 21.** In artikel 35, tweede lid, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, worden de woorden "in 2015" vervangen door de woorden "in 2015 en 2016".

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België*

**Art. 22.** In artikel 4, tweede lid, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, worden de woorden "voor het jaar 2015" vervangen door de woorden "voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016".

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de ontwikkeling van leespraktijken*

*Afdeling I.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

**Art. 23.** In artikel 21, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "voor het jaar 2015" vervangen door de woorden "voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016".

*Afdeling II.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

**Art. 24.** In artikel 44, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "Voor het jaar 2015" vervangen door de woorden "Voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016".



**HOOFDSTUK VI.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

**Art. 25.** In artikel 49, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, worden de woorden “van 7 jaar” vervangen door de woorden “van 8 jaar”.

**Art. 26.** In artikel 49, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “en in 2015” vervangen door de woorden “, 2015 en in 2016”.

**Art. 27.** In hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet wordt een artikel 51/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 51/1. In afwijking van artikel 4, § 3, heeft de erkenning van de verenigingen die ten laatste tegen 9 juni 2014 een aanvraag hebben ingediend, uitwerking met ingang van 1 januari 2015.”.

**HOOFDSTUK VII.** — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra*

**Art. 28.** In artikel 106, § 4, van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, worden de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015” vervangen door de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016”.

**HOOFDSTUK VIII.** — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten*

**Art. 29.** In artikel 8, tweede lid, van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten, worden de woorden “in 2015” vervangen door de woorden “in 2015 en in 2016”.

**TITEL V.** — *Bepaling betreffende het hoger onderwijs en het universitair onderwijs*

**HOOFDSTUK I.** — *Bepaling houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 30.** In artikel 12, § 2, 21ste lid, worden de woorden “en 2015 – 16” vervangen door de woorden “, 2015-16 en 2016-17”.

**HOOFDSTUK II.** — *Bepaling houdende wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

**Art. 31.** In artikel 39, § 4bis, worden de woorden “en 2015 – 16” vervangen door de woorden “, 2015-16 en 2016-17”.

**HOOFDSTUK III.** — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies*

**Art. 32.** Artikel 13 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In afwijking van artikel 5 van dit decreet, voor het academiejaar 2015 – 2016, worden geacht als in aanmerking komend voor een financiering de studenten die met hun cursussen begonnen zijn volgens de bepalingen voorafgaande aan het voornoemde decreet van 7 november 2013, indien ze de voorwaarden nakomen vastgesteld in de bepalingen die voorafgingen aan hetzelfde decreet.”.

**HOOFDSTUK IV.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

**Art. 33.** In artikel 110/4, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, ingevoegd bij het decreet van 9 juli 2015 betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden “uiterlijk op 10 juli” vervangen door de woorden “uiterlijk op 13 september”;

3° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 150, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

“Voor het academiejaar 2015 – 2016 is deze paragraaf van toepassing op de studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor de eerste zestig studiepunten van de eerste cyclus medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen.”.

**TITEL VI.** — *Bepalingen betreffende het Onderwijs voor sociale promotie*

**HOOFDSTUK I.** — *Nadere regels waarbij de bedragen inzake inschrijvingsrecht voor het schooljaar 2016-2017 worden geactualiseerd*

**Art. 35.** Het tweede lid van paragraaf 3 van artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen als volgt :

“Het inschrijvingsrecht wordt berekend als volgt :

1. een vast deel ten bedrage, vanaf 1 september 2015, van 25 euro;

2. een deel, berekend op grond van het aantal lestijden van 50 minuten waarop de inschrijving betrekking heeft :

a) in het secundair onderwijs voor sociale promotie :

- vanaf 1 september 2015 : 0,22 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800ste lestijd. Boven die lestijd wordt geen inschrijvingsrecht geïnd;

b) in het hoger onderwijs voor sociale promotie :

- vanaf 1 september 2015 : 0,35 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800ste lestijd. Boven die lestijd wordt geen inschrijvingsrecht geïnd.”.

**Art. 36.** Het zevende lid van paragraaf 3 van artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen als volgt :

“Vanaf 1 september 2016 worden de bedragen bepaald bij het tweede lid, 1° en 2°, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld. Ze worden jaarlijks aangepast in functie van de evolutie van dit indexcijfer zoals vastgesteld gedurende de maand januari van hetzelfde burgerlijk jaar, voor zover het indexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar n+1 hoger is dan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar n.

De bedragen van het vast deel en van het tarief per lestijd in het onderwijs voor sociale promotie worden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld volgens de volgende formule :

$$\text{IR (2015+n)} = \frac{\text{IR (2015)} \times \text{Indexcijfer consumptieprijzen (2015+n)}}{\text{Indexcijfer consumptieprijzen (2015)}}$$

**HOOFDSTUK II.** — *Organisatie van de module voor de opleiding tot de pedagogie van het lager secundair onderwijs voor sociale promotie ter bestemming van de geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs en van de houders van een diploma van het universitair onderwijs aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen*

**Art. 37.** Voor de toepassing van de artikelen 36 en volgende, dient verstaan te worden onder :

1° het Referentiedossier : dossier zoals bepaald bij artikel 137 van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het Onderwijs voor sociale promotie;

2° Instelling voor onderwijs voor sociale promotie : instelling die over een machtiging beschikt om het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid en het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs te organiseren;

3° Module : module zoals bepaald bij artikel 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

4° Onderwijseenheid : eenheid zoals bedoeld bij artikel 5bis, 9°, van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het Onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 38.** § 1. Er wordt, voor het personeelslid bedoeld bij de wervingsambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, een module georganiseerd voor de opleiding bedoeld bij de algemene bepalingen die toepasselijk zijn inzake pedagogie in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. De module beoogt de opleiding van het personeelslid vermeld bij artikel 37, § 2, bedoeld bij de algemene bepalingen die toepasselijk zijn inzake pedagogie in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. De module bevat twee onderwijseenheden :

1° een onderwijseenheid bestemd voor de psychosociale benadering van volwassenen die een opleiding genieten;

2° een onderwijseenheid bestemd voor de pedagogische benadering van volwassenen die een opleiding genieten.

§ 4. De module bevat 60 lestijden verdeeld op de volgende wijze :

- 20 lestijden besteed aan de onderwijseenheid “Psychosociale benadering van volwassenen die een opleiding volgen”;

- 40 lestijden besteed aan de onderwijseenheid “Pedagogische benadering van volwassenen die een opleiding volgen”.

**Art. 39.** § 1. De module wordt georganiseerd door het Onderwijs voor sociale promotie op basis van de referentiedossiers van de onderwijseenheden bedoeld bij artikel 36, § 3.

De Regering doet jaarlijks een oproep tot kandidaten.

§ 2. Niemand kan zich voor een module inschrijven als hij, bij de datum van de indiening van de aanvraag om deelname, niet of niet meer aan alle voorwaarden voldoet die hierna opgesomd worden :

1° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of een diploma van universitair niveau aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat analoog is met het overeenstemmende ambt van het lager secundair niveau voor sociale promotie.

§ 3. Hebben voorrang bij de toegang tot de module, de personeelsleden bedoeld bij de tweede paragraaf die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn of die benoemd of vastbenoemd zijn, in een ambt op het niveau van het lager secundair onderwijs.

**Art. 40.** De onderwijseenheden bedoeld bij artikel 36, § 3, worden georganiseerd door de instellingen van het Onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 35, 2°.

**Art. 41.** Een personeelslid dat zijn ambt uitoefent bij een onderwijsinstelling voor sociale promotie mag niet bij dezelfde instelling voor onderwijs voor sociale promotie zijn getuigschrift behaald hebben.

**Art. 42.** De personeelsleden die aan de module deelnemen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

**Art. 43.** Elke onderwijseenheid van de module wordt beëindigd door een proef bekrachtigd door een slaagattest. De kandidaten die de twee onderwijseenheden van de module hebben genoten, krijgen een bezoekattest voor iedere van deze onderwijseenheden.

De kandidaten die een attest indienen waarbij gestaafd wordt dat zij werkelijk minstens 75% van de duur van elke van de onderwijseenheden van de module hebben gevolgd, worden ertoe gelaten de proef af te leggen die elke onderwijseenheid bekrachtigt.

**Art. 44.** § 1. De onderwijseenheid “Psychosociale benadering van volwassenen die een opleiding volgen” wordt door de volgende proef bekrachtigd :

1° uitgaande van een portfolio, een denkanalyse opstellen rond een probleemstelling in verband met het psychosociale gebied van de volwassenen die een opleiding volgen;

2° mondeling deze analyse verdedigen met een speciale nadruk op het vermogen :

- wijzigingen te identificeren aangebracht aan de professionele identiteit inzake vaardigheden en bekwaamheden als docent;

- acties voor te stellen in de klassen.

§ 2. De onderwijseenheid “Pedagogische benadering van volwassenen die een opleiding volgen” wordt door de volgende proef bekrachtigd :

1° uitgaande van een portfolio, een denkanalyse opstellen rond de impact van onderwijs- en evaluatiestelsels opgevat door de kandidaat en die eigen zijn aan het onderwezen of te onderwijzen vak;

2° mondeling deze analyse verdedigen met een speciale nadruk op het vermogen :

- wijzigingen te identificeren aangebracht aan de professionele identiteit inzake vaardigheden en bekwaamheden als docent;

- pedagogische acties voor te stellen om ze in het onderwijs voor sociale promotie te verwezenlijken.

**Art. 45.** Wat betreft de toelating, de follow-up en de bekrachtiging van de onderwijseenheden bedoeld bij artikel 36, § 3, wordt, voor het overige, verwezen naar de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type.

**Art. 46.** De Algemene Inspectiedienst en de toezichtdiensten, ieder wat hem betreft, worden belast met de controle op de verwezenlijking van de onderwijseenheden, met inachtneming van de bepalingen van dit decreet.

**Art. 47.** § 1. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de baremavalorisatie zoals bepaald in artikel 50 van het decreet tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de ambten in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie die toegang verlenen tot het barema 501 voor de houders van een master in verband met het uitgeoefende ambt.

#### TITEL VII. — Ziekenhuizeninfrastructuren

**Art. 48.** § 1. Opgeheven worden, voor de universitaire ziekenhuizen, op 1 januari 2016, de artikelen 63, 64, 65, eerste lid en 106, van de wet op de ziekenhuizen en de andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008.

Worden tevens opgeheven, voor de universitaire ziekenhuizen, op 1 januari 2016 :

1° de artikelen 7, eerste lid, 1° a) en c), 9, 11, 24 tot 29bis en 31 van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen;

2° het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van de ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 1994 tot bepaling van de regels voor de verdeling van de toelagen voor de bouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van de universitaire ziekenhuizen;

4° het koninklijk besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, lid 1, van de wet op de ziekenhuizen voor de bij toepassing van de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet bevoegde overheden;

5° het ministerieel besluit van 3 november 1969 tot bepaling van de reglementering met betrekking tot de financiële tussenkomst van de Staat voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen;

6° het ministerieel besluit van 1 september 1978 tot wijziging van de ministeriele besluiten van 1 juli 1971 en 8 november 1973 tot vaststelling van de maximum kostprijs per bed die in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw en de apparatuur, de herconditionering, de uitrusting van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend;

7° het ministerieel besluit van 11 mei 2007 tot vaststelling van de maximumkostprijs die in aanmerking kan worden genomen voor de betoelaging van nieuwbouwwerken, uitbreidingswerken en herconditioneringswerken van een ziekenhuis of een dienst.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, blijven de artikelen 63 en 64 van de wet op de ziekenhuizen en de andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, en de uitvoeringsbesluiten ervan van toepassing, zonder wijziging, op :

1° de investeringen die ten laatste op 31 december 2015 het voorwerp hebben gemaakt van een eerste aflossing, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten van 16 januari 1989;

2° de investeringen die de nieuwbouw of de prioritaire verbeteringswerken betreffen die door de gemeenschappen worden gesubsidieerd en die werden voorzien op de bouwkalender die in het protocolakkoord afgesloten op de interministeriële conferentie Volksgezondheid van 19 juni 2006 is voorzien, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten van 16 januari 1989;

3° de investeringen die niet prioritaire verbeteringswerken betreffen, voor zover de investeringen conform zijn aan de van kracht zijnde federale regels op 31 december 2015 en voor 31 december 2015 werden aangevangen, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten van 16 januari 1989.

TITEL VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 49. Artikel 27 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 10 december 2015.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 209-1. — Commissieadviezen, nr. 209-2 tot nr. 209-5. — Commissieamendementen, nr. 209-6. — Verslag, nr. 209-7.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 2015.

---

 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29041]

**10 DECEMBRE 2015. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 décembre 2014 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 17 décembre 2014 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,  
Mme I. SIMONIS

—  
Note

(1) *Session 2015-2016.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 213-1. — Rapport, n° 213-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 9 décembre 2015.